

**Chapitre 7**  
**La collectivités et la main-d'œuvre**

L'industrie de la production animale subit de profonds changements attribuables aux nouvelles techniques de production, à l'évolution de la demande des consommateurs, aux progrès réalisés dans le domaine de la génétique, aux nouvelles pressions exercées sur le marché du détail, et à la mondialisation. Ces changements entraînent notamment une transformation de la relation entre les exploitations agricoles et les collectivités rurales. Les unités de production ont augmenté en taille et se sont modernisées sur le plan de la technologie. Elles sont reliées à l'économie élargie par des chaînes d'approvisionnement et des canaux de distribution. Une bonne part de la production a été déplacée des exploitants indépendants vers des entreprises intégrées verticalement, et ce, bien au-delà des liens établis dans les collectivités. Les nouvelles entreprises peuvent amener de nouvelles ressources, des débouchés et une croissance économique dans les économies locales. Les vastes installations de production et de transformation nécessitent un certain nombre de travailleurs, dont la rémunération ne sera pas nécessairement très élevée et qui devront peut-être être recrutés dans d'autres collectivités. Tous ces éléments ont une incidence sur l'environnement socioéconomique des collectivités d'accueil des nouvelles entreprises. Les nouveaux débouchés économiques peuvent avoir une incidence sur l'autonomie, les normes, les traditions, le rythme, la culture et l'encadrement des collectivités.

Les effets sur les collectivités et la main-d'œuvre de l'élevage et de la transformation du bétail et de la volaille sont importants, mais très divers. En ce qui concerne la production animale, la main-d'œuvre est plus mobile que les infrastructures et les intrants donnant un avantage concurrentiel aux régions où ont lieu les activités. L'élevage du bétail et de la volaille est une activité à valeur ajoutée et une source d'emplois directs, ainsi que d'emplois indirects stimulés par les achats de biens et de services. L'incidence économique de cette industrie dans une collectivité reposera en partie sur la capacité de cette dernière de répondre aux besoins de l'unité de production ou de transformation. Dans certaines collectivités rurales où la production et la transformation animales ont pris de l'expansion, l'offre d'emplois excède le nombre de travailleurs disponibles dans la région; de plus en plus d'immigrants occupent ces emplois généralement non spécialisés. Les États-Unis et le Canada doivent parfois composer avec des problèmes liés à l'intégration de nouvelles personnes et de nouvelles cultures dans des collectivités existantes. Le Mexique, dont les collectivités rurales fournissent souvent des travailleurs immigrants à des entreprises américaines et canadiennes, bénéficie des envois de fonds faits aux familles. L'exode des travailleurs vers les régions urbaines du Mexique et vers les États-Unis est toutefois source de problèmes pour les régions rurales du Mexique.

Le présent chapitre comprend une analyse de la situation actuelle dans les collectivités rurales et sur les marchés du travail de l'Amérique du Nord. Cette analyse est suivie d'une présentation des politiques et activités existantes à ce sujet, puis d'un aperçu des stratégies et des implications pour l'avenir.

### Situation actuelle

#### *États-Unis*

Au cours des 20 dernières années, on a observé quatre tendances marquantes dans l'industrie américaine du bétail : croissance et concentration, accroissement de la taille des installations, déplacement de la production et, dans le domaine de la transformation de la viande, déplacement de l'emploi des régions urbaines vers les régions rurales.

**Croissance :** aux États-Unis, la production animale est une industrie de 99 milliards de dollars qui a enregistré une croissance de plus d'un milliard de dollars par année au cours des 35 dernières années. Cette croissance ne fait pas seulement écho à la hausse de la demande sur le marché américain : elle dénote la compétitivité accrue du pays sur les marchés d'exportation.

**Taille des installations :** cette croissance a été assortie d'une hausse fulgurante de la taille des entreprises d'élevage et d'une concentration de la propriété et des activités de transformation. Les détaillants, les hôtels et les grands établissements qui achètent de la viande veulent de gros volumes, de la qualité et des bas prix, et ce, de façon constante. Les grandes entreprises d'élevage, particulièrement de volaille, de porc et de bétail laitier, sont celles qui réussissent le mieux à répondre aux exigences des entreprises de transformation, elles aussi touchées par le phénomène de concentration d'accroissement de la taille (Goldsmith et coll., 2002). Il s'agit d'une tendance mondiale : les exploitations agricoles doivent prendre de l'expansion et faire l'acquisition des plus récentes technologies pour être concurrentielles sur le marché mondial. De nombreux États de l'Ouest et de la région des plaines ont accru de plusieurs fois leur production en établissant de nouveaux systèmes modernes dans des régions peu peuplées. L'accroissement de la taille des exploitations est également observé dans les régions du MidWest où se fait l'élevage traditionnel. Les entreprises de transformation continuent pour leur part de regrouper leurs activités en ayant recours à des installations plus vastes.

**Emplacement :** au cours des 25 dernières années, les activités de transformation de la viande se sont déplacées des régions urbaines, où sont établis les consommateurs de produits de la viande, vers les régions rurales, près des éleveurs de bovins, de porcs et de volaille. En dehors des régions métropolitaines, la part des travailleurs du domaine de la transformation de la viande est passée de moins de 50 % en 1980 à 60 % en 2000. Les usines situées en région rurale sont plus grandes, et on estime que plus de 85 % de la viande de bœuf, de porc et de poulet provient de grandes unités de production employant plus de 400 personnes.

Le déplacement des activités de conditionnement de la viande des régions urbaines vers les régions rurales a été attribuable aux coûts moins élevés des terres et de la main-d'œuvre et aux contraintes environnementales moins rigoureuses dans les régions rurales, et au déclin des coûts de transport. Les coûts moins élevés de la main-d'œuvre et les gains de productivité sont aussi des facteurs importants de la hausse de la production de viande en caisse, emballée sous vide, en morceaux, et parfois de viande cuite, dans les usines de transformation. Le conditionnement de la viande est un travail [TRADUCTION] « difficile et dangereux; les salaires sont peu élevés si on les compare à ceux généralement observés dans les industries, mais souvent élevés par rapport à ceux des autres emplois dans les collectivités rurales où sont concentrées les usines » (Craypo, 1994).

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

Emploi : l'industrie américaine de l'abattage de bétail et de la transformation de la viande, d'une valeur de 70 milliards de dollars, emploie environ 500 000 travailleurs (*Statistical Abstract of the United States 2004-2005*, tableau 982). L'industrie de l'abattage du bétail et de la transformation de la viande est l'industrie de fabrication qui domine dans les régions rurales des États-Unis, étant source du tiers des emplois associés à la fabrication de produits alimentaires (voir le tableau 1).

Selon les données du recensement économique de 2002 des États-Unis, on compte 520 000 travailleurs dans près de 4 000 établissements de transformation de la viande de ce pays (voir le tableau 1). Les 773 établissements de transformation de la viande employant plus de 100 personnes étaient source de plus des deux tiers des emplois dans cette industrie. Parmi ces personnes, environ 86 % (435 000) étaient des travailleurs de la production gagnant 22 400 \$ par année en moyenne, soit un taux horaire d'environ 10,80 \$. On comptait 214 000 et 216 000 travailleurs de la transformation de la viande et de la transformation de la volaille, respectivement. Les travailleurs de la transformation de la viande rouge étaient mieux rémunérés, étant donné que la plupart des emplois étaient situés dans le MidWest, où les salaires sont généralement plus élevés. Lors du recensement économique de 2002, l'industrie de la transformation de la volaille comprenait 311 entreprises exploitant 536 établissements.

Dans l'industrie de la fabrication de produits alimentaires, les salaires sont inférieurs à la moyenne observée dans le secteur privé américain. Par ailleurs, le conditionnement de la viande est moins bien rémunéré par rapport à l'ensemble des activités de l'industrie de la fabrication alimentaire en moyenne (voir le tableau 2). Cela dit, les travailleurs de la fabrication alimentaire travaillent généralement un plus grand nombre d'heures par semaine comparativement aux autres travailleurs du secteur privé. En 2002, le salaire horaire médian des abatteurs et des conditionneurs de viande était de 9,80 \$, comparativement à 8,47 \$ pour les découpeurs et les pareurs de viande et de volaille. Environ 18 % des travailleurs du conditionnement de la viande étaient syndiqués.

Le conditionnement de la viande est l'un des emplois les plus dangereux du secteur de la fabrication. Au nombre des blessures signalées figurent les traumatismes musculaires, les pathologies gestuelles articulaires, les coupures et les foulures. Les résultats de l'enquête annuelle de 2003 du Bureau of Labor Statistics indiquent que le taux d'accidents avec blessures était de 5 % parmi les 106 millions de travailleurs du secteur privé, c'est-à-dire que 5 travailleurs sur cent avaient subi une blessure ou souffert d'une maladie devant être déclarée (Bureau of Labor Statistics, 2005). Dans le secteur de la fabrication, le taux d'accidents était de 6,8 % dans le domaine de la fabrication, par rapport à 8,6 % dans l'industrie de la fabrication de produits alimentaires et à 10,3 % dans le domaine de l'abattage et de la transformation de la viande.

On estime qu'il y avait 10,3 millions d'étrangers clandestins aux États-Unis en mars 2004, dont 1,7 million de personnes âgées de moins de 18 ans (Passel, 2005). On estime que 57 % de ces immigrants sont originaires du Mexique et que 24 % viennent d'autres pays d'Amérique latine. On a enregistré une hausse du flux d'immigration depuis 1980. La mobilité de la première génération d'immigrants a légèrement augmenté, mais la hausse a été plus marquée chez les immigrants des générations subséquentes. Règle générale, les emplois s'offrant aux travailleurs migrants, qu'ils soient clandestins ou non, sont non spécialisés et faiblement rémunérés. Il s'agit par exemple d'emplois dans le domaine de l'agriculture. Les immigrants clandestins sont disproportionnellement représentés dans le groupe des travailleurs agricoles. Bien qu'ils ne

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

représentent que 5 % environ de la main-d'œuvre américaine, les travailleurs migrants clandestins représentent 29 % des travailleurs agricoles, 19 % des préparateurs d'aliments et 27 % des abatteurs, selon l'enquête sur la population actuelle, qui ne reflète peut-être pas toute l'importance de ce groupe de travailleurs (voir le tableau 3).

### *Mexique*

Le Mexique traverse une période de transition démographique, marquée par une migration importante des régions rurales vers les grandes villes et les États-Unis. Selon les données du recensement de 1995 du Mexique, 73 % des 5,3 millions de ménages établis dans des collectivités de moins de 2 500 habitants ont un revenu se situant dans le 4<sup>e</sup> percentile. C'est dans ces collectivités que la pauvreté est la plus marquée. À titre de comparaison, dans les collectivités de plus de 100 000 habitants, seulement 23 % de la population a un revenu si peu élevé. En 2005, le taux de fécondité était estimé à 2,11, ce qui correspond au taux de remplacement de la génération actuelle.

La situation démographique, conjuguée à une économie plutôt anémique, a stimulé la mise en place d'un marché dynamique à l'exportation vers les autres pays de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Aux États-Unis, l'emploi a enregistré une croissance solide au cours de la dernière décennie, et le marché de l'emploi a été assez souple pour absorber une bonne partie de l'immigration. Dans le contexte de l'ALENA, on pouvait s'y attendre, car la réduction des obstacles au commerce permet l'affectation efficace des ressources. L'exode des travailleurs mexicains n'avait cependant pas été prévu. Au départ, on craignait surtout que le flux des emplois aille dans le sens inverse, c'est-à-dire des États-Unis vers le Mexique. Voilà qui soulève une question importante en matière de politique : qu'est-ce qui est préférable? Un ALENA efficace permettant aux capitaux et aux travailleurs de se déplacer librement, ou une forme de différenciation du capital et de la main-d'œuvre permettant de régler les grandes questions sociales soulevées à court terme par la migration?

Les travailleurs issus des régions rurales représentent environ 44 % du flux annuel des travailleurs migrants temporaires, soit environ 143 000 personnes en 2002. Parmi les 5 millions de ménages que comptent les petites collectivités du Mexique, 25 % sont associés à la migration internationale, et 10 % reçoivent des fonds d'un membre de la famille vivant dans un pays voisin. En 2000, dans les régions rurales, le revenu moyen des ménages recevant de tels fonds était de 3 250 pesos par mois (313 \$US), comparativement à 1 662 pesos (160 \$US) pour les autres ménages.

Environ 11 % seulement des 196,5 millions d'hectares du Mexique (485 millions d'acres) sont arables. Seulement 4 millions d'hectares environ (10 millions d'acres) sont irrigués. Les travailleurs des régions rurales sont relativement nombreux par rapport au produit intérieur brut (PIB) du secteur primaire. La productivité moyenne de l'ensemble des travailleurs du Mexique est environ 2,5 fois plus élevée que la productivité des travailleurs de ce secteur.

La faible croissance économique enregistrée ces dernières années a freiné la création des emplois productifs nécessaires à l'absorption efficace des nouveaux travailleurs. Lorsqu'un taux de chômage élevé et une situation de sous-emploi persistent, des problèmes sociaux comme la pauvreté et la perte de capital humain peuvent surgir. L'économie ne s'améliore pas suffisamment pour générer suffisamment d'emplois productifs et inverser les tendances actuelles. Le défi est de

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

trouver des marchés extérieurs qui pourront absorber la main-d'œuvre touchée par la situation de sous-emploi et de chômage.

### *Canada*

Dans l'industrie canadienne de l'élevage d'animaux, la taille des entreprises de production et de transformation s'accroît, particulièrement sur les marchés du porc et du bœuf. On a également enregistré une croissance rapide de la capacité d'abattage et de transformation au Manitoba, en majeure partie en raison de la construction, en 1999, d'une installation de transformation d'une capacité de 45 000 porcs par semaine (système à un quart de travail) à Brandon. La nature intégrée du marché nord-américain permet les mouvements d'animaux vivants à différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement. Par exemple, au Manitoba, la taille des troupeaux de porc est passée de 2,6 millions de têtes en 1992 à 8,9 millions de têtes en 2004 (Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2004). Une part importante de la hausse de la production manitobaine s'est traduite par une augmentation des exportations d'animaux vivants (sevrés et d'engraissement) vers les États-Unis.

En 2004, les entreprises de l'industrie porcine du Canada ont transformé 26 millions de porcs, ou 1,9 million de tonnes, dont environ 30 % avaient été élevés au Québec. En 2004, le Canada a exporté environ 950 000 tonnes de porc, et il en a importé 90 000 tonnes. La concentration des industries du bœuf et du porc s'accroît, les installations de production étant de moins en moins nombreuses, mais de plus en plus grandes.

Les activités de transformation de la viande sont source de 28 % de l'ensemble des emplois associés à l'industrie de l'alimentation (voir le tableau 4). Les entreprises de transformation de la viande déclarent des salaires et traitements d'environ 2 milliards de dollars par année, soit 28 % des salaires et des traitements de l'ensemble de l'industrie de l'alimentation. Les activités de transformation de la viande figurent au deuxième rang pour ce qui est du nombre d'établissements, en grande partie en raison du grand nombre de petits producteurs de produits de spécialité comme la viande fumée et les saucisses.

Jusqu'au 20 mai 2003, avant le signalement de cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), les produits de la viande figuraient au premier rang des exportations de l'industrie de l'alimentation du Canada. En 2002, le Canada a exporté pour 5,2 milliards de dollars canadiens de viande, ce qui représente 31 % de la valeur des exportations d'aliments transformés et une hausse de 135 %, ou de 3 milliards de dollars canadiens, par rapport à 1995. Aujourd'hui, les exportations se rapprochent de leur niveau d'avant mai 2003, en grande partie grâce à la reprise des échanges de bœuf avec les États-Unis et le Mexique.

La promotion des activités de transformation des aliments, qui accroissent la valeur des biens agricoles non transformés, fait souvent partie de la politique agricole et de la politique de développement rural en vue de créer des emplois dans les régions rurales. Au Canada, les travailleurs de la transformation des aliments étaient moins nombreux en 1996 qu'en 1981, mais une plus grande quantité d'aliments ont été transformés en 1996. Fait important pour la politique de développement rural, les régions rurales adjacentes à des régions métropolitaines ont accru leur part des emplois dans le domaine de la transformation des aliments. Il semble que ces régions

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

réussissent à conserver leur bassin de travailleurs dans le domaine de la transformation des aliments

Au Canada, comme aux États-Unis, les revenus d'appoint représentent une part importante du revenu familial des agriculteurs. Même les exploitations dont les recettes sont de 100 000 \$ ou plus tirent environ la moitié de leur revenu familial de sources autres que l'agriculture. Les activités des petites et moyennes exploitations agricoles ne sont pas assez importantes pour contribuer de façon importante au revenu total des familles. Pour ces familles, les revenus d'appoint sont un facteur encore plus déterminant du niveau de vie, représentant presque la totalité du revenu familial.

Au cours des 30 dernières années, on a observé une diminution progressive de la part des immigrants dans l'effectif des exploitations agricoles, lui aussi en déclin. Dans l'industrie agricole du Canada, les immigrants sont surtout originaires des Pays-Bas, de la Grande-Bretagne, de la Suisse et de l'Allemagne. Le nombre d'immigrants qui décident de s'établir dans les collectivités rurales du Canada demeure faible, en valeur absolue. Les régions rurales du Canada ont attiré environ 12 000 immigrants par année en 2001 et en 2002, par rapport au sommet de 23 000 enregistré en 1993. Les régions rurales qui ont attiré le plus grand nombre d'immigrants sont celles offrant des liens culturels et des emplois. Prenons l'exemple de Brooks, une collectivité du comté de Newell, en Alberta. Lakeside Packers, qui exploite une usine près de Brooks, génère des recettes d'environ 1 milliard de dollars par année et réalise environ 30 % des activités de transformation du bœuf au Canada. Les travailleurs de l'usine de Brooks sont syndiqués. Résultat des besoins en main-d'œuvre de l'usine, Brooks compte maintenant environ 1 200 Soudanais, ce qui représente 10 % de la population de la collectivité. Cet exemple donne à penser qu'au fur et à mesure que l'industrie de la viande prendra de l'importance, c'est plutôt à l'étape de la transformation que le Canada se heurtera à une rareté de main-d'œuvre, comme c'est également le cas aux États-Unis, et non à l'étape de la production.

Dans certaines usines de conditionnement de la viande, les immigrants reçus (résidents permanents) et les immigrants citoyens du Canada représentent une grande part des travailleurs. Un petit nombre de ces immigrants sont originaires du Mexique. Le Canada a mis sur pied le Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS), qui permet aux producteurs d'embaucher temporairement au Canada des travailleurs agricoles d'autres pays. Ces travailleurs saisonniers sont généralement originaires des Caraïbes, mais certains sont Mexicains. Ils vivent dans des habitations fournies par l'employeur, sans leur famille, et ne sont pas candidats à la résidence permanente au Canada. Cela dit, l'applicabilité du PTAS est restreinte dans l'industrie du conditionnement de la viande, qui emploie des travailleurs toute l'année.

Les travailleurs de l'Ouest du Canada quittent les industries de l'agriculture et du conditionnement de la viande pour aller vers celles du pétrole et du gaz et de la construction, où les salaires sont élevés. Le salaire moyen des travailleurs de l'industrie canadienne de produits de la viande est de 30 000 \$CAN (Industrie Canada).

Dans certains cas, les travailleurs de vastes exploitations porcines ont leur propre élevage; ce revenu d'appoint les aide à maintenir les activités de leur petite exploitation. Les travailleurs des grandes porcheries ne sont pas nécessairement peu spécialisés et faiblement rémunérés, et les entreprises ne souhaitent pas nécessairement avoir les travailleurs les moins rémunérés. Dans la

plupart des cas, les travailleurs résident dans la région rurale et souhaitent y travailler. Les travailleurs des grandes porcheries n'assument aucun risque financier, ont trois semaines de vacances garanties et un salaire concurrentiel.

### **Incidence sur les collectivités**

#### *Incidence économique*

Dans les collectivités de l'Amérique du Nord, ce ne sont pas que les producteurs qui profitent des avantages économiques associés à l'industrie de la production animale. Celle-ci génère des avantages économiques pour les collectivités et les régions où les entreprises sont établies, ainsi que des possibilités de revenus découlant de la création d'emplois et des activités des entreprises. Certaines études indiquent que la production animale peut avoir une incidence positive sur le bien-être dans les collectivités, particulièrement dans le cadre d'une exploitation culture/élevage. Par opposition, les cultures commerciales peuvent avoir des effets négatifs sur le bien-être dans les collectivités en raison de la mécanisation des activités, qui réduit les besoins en main-d'œuvre (Flora et coll., 2005; Monchuk et coll., 2005).

Les effets multiplicateurs témoignent de l'effet des changements observés dans une industrie sur l'ensemble d'une économie régionale. Chaque dollar que génère l'industrie de la production animale entraîne de l'activité économique ailleurs, directement, sous la forme de création d'emplois, et indirectement, par la voie de l'approvisionnement en biens et services et de la hausse des revenus et des dépenses stimulée par un dynamisme accru sur les marchés. L'ampleur de ces effets varie selon l'industrie. De fait, ils sont plus importants dans l'industrie de la production animale que dans les industries de l'exploitation minière, du textile, de l'exploitation forestière ou de la culture agricole (Goldsmith et Idris, 2001). On estime que l'effet multiplicateur des activités agricoles se situe entre 1,5 et 3,0. Des études américaines récentes indiquent que l'effet multiplicateur de l'élevage se situe entre 1,59 (exploitation ovine) et 1,90 (exploitation porcine) dans l'État de l'Illinois (Goldsmith et Idris, 2001). L'effet multiplicateur varie selon l'activité, étant donné que chaque activité est associée à différentes quantités d'intrants et d'extrants et ne nécessite pas les mêmes efforts de transformation. Dans les industries de la transformation de la viande et des produits laitiers, l'effet multiplicateur peut être encore plus élevé, et se situer entre 1,44 pour la transformation de la volaille et 2,13 pour la production de beurre (Goldsmith et Kim, 2002).

Les retombées économiques de la production animale, comme les emplois et les taxes, ne sont pas seulement observées dans les collectivités où les activités ont lieu. Dans les collectivités rurales, la distance que doivent parcourir les travailleurs pour se rendre au travail est généralement plus grande et il est fréquent que cette distance soit de plus de 60 miles. Les progrès technologiques réalisés dans le domaine des transports entraînent un accroissement de la distance parcourue par les intrants et les extrants de l'industrie au cours de leur cycle de vie. L'accroissement des activités de transport de produits agricoles à différentes étapes de la production crée des débouchés pour la spécialisation, ce qui se traduit par des gains d'efficacité et de productivité. Voilà qui peut avoir une incidence sur les effets multiplicateurs en atténuant la tendance historique à l'approvisionnement local. Cela dit, la valeur des intrants et de la main-d'œuvre provenant de la région ne devrait pas s'accroître au fur et à mesure que la spécialisation s'accroît, étant donné que les entreprises d'une région ne peuvent devenir spécialisées en tout, de sorte que la part des

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

intrants provenant de l'extérieur de la collectivité demeurera importante. L'instabilité actuelle des coûts énergétiques pourrait accroître l'importance accordée aux coûts de transport dans les décisions d'approvisionnement. En outre, la libéralisation des échanges mondiaux, y compris les échanges d'intrants et de produits liés à l'élevage, renforce la compétitivité des collectivités sur les marchés extérieurs, présente de nouveaux débouchés et accroît l'accessibilité des intrants.

Les technologies de l'information et des communications, y compris l'accès Internet et les infrastructures électroniques informatisées, sont nécessaires au soutien des systèmes modernes de production et de commercialisation des produits d'origine animale. Les emplois de soutien spécialisés dans des domaines comme la comptabilité, le droit, la médecine vétérinaire, la reproduction, la commercialisation, les technologies de l'information et l'électronique peuvent favoriser la mise en place de groupes de compétences dans des collectivités ayant adopté les nouvelles technologies de transformation de la viande et d'élevage. Ces connaissances spécialisées ont un effet bénéfique pour les collectivités, entraînant la création d'emplois bien rémunérés et stimulant la demande de technologies de l'information et des communications.

Les petites exploitations à marché spécialisé et les petites fermes d'agrément constituent le principal segment des exploitations agricoles, et il s'agit actuellement du segment qui enregistre la croissance la plus rapide. Les exploitants de ces entreprises tirent une partie de leur revenu familial de l'agriculture. Ces exploitations agricoles répondent à une demande croissante de produits alimentaires régionaux et de produits-créneaux, y compris des produits provenant de la collectivité ou de la région, des produits biologiques, et des produits de spécialité comme les produits casher et halal, les produits non traités aux hormones et les produits naturels (Banker et MacDonald, 2005). Ces sous-secteurs à valeur ajoutée peuvent favoriser le resserrement des liens dans les collectivités, par la voie du commerce de détail local et des efforts conjoints de commercialisation. Ces créneaux locaux et régionaux peuvent également être soutenus par l'industrie de la restauration, car les attributs des aliments contribuent à la promotion des restaurants et des établissements d'hébergement locaux. Pour tirer parti des avantages que présentent ces produits-créneaux, il est nécessaire d'avoir accès à un grand nombre d'acheteurs dont le revenu est élevé, mais les régions peuvent maximiser ces avantages en faisant la promotion du tourisme. Cette voie ouvre des débouchés économiques pour de nombreuses régions qui ne sont peut-être pas des chefs de file dans le domaine de la production animale de masse, mais qui ont accès à un bassin de consommateurs éclairés.

### *Incidence communautaire et sociale*

Le choix de l'emplacement des grandes installations de production animale peut provoquer la controverse dans les collectivités. Parmi les sujets de discorde, mentionnons les problèmes d'odeurs, la disponibilité et l'utilisation de l'eau, le traitement des déjections et l'avenir souhaité pour l'agriculture. Par exemple, dans l'État de l'Illinois, le choix de l'emplacement et l'expansion de grandes installations d'élevage sont régis par la *Livestock Management Facilities Act* (LMFA) de 1996 de l'Illinois, qui a pour but de régulariser et d'uniformiser le choix de l'emplacement et l'expansion des installations d'élevage. Le processus comprend une séance d'information publique, au cours de laquelle les parties prenantes de la collectivité peuvent obtenir des renseignements détaillés sur les installations proposées, poser des questions et présenter des documents d'appui ou de contestation concernant le projet. Les transcriptions des 25 séances qui ont eu lieu depuis 1996 donnent des renseignements sur les préoccupations des membres des

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

collectivités. Soulignons toutefois que les opinions qui y sont exprimées sont uniquement celles des personnes présentes à ces audiences.

Un examen des transcriptions a fait ressortir plus de 40 préoccupations au sujet des grandes installations d'élevage (Pereira et Goldsmith, 2005). Les aspects positifs les plus fréquemment soulevés sont le développement économique et la création d'emplois. Les aspects négatifs les plus fréquemment mentionnés sont les suivants :

- emplacement perçu des bénéficiaires des avantages économiques;
- piètre qualité perçue des emplois créés;
- composition démographique perçue de la main-d'œuvre;
- incidence possible sur la valeur des propriétés;
- détérioration éventuelle des infrastructures, notamment des routes et des ponts;
- problèmes éventuels de congestion et de malpropreté des routes.

Un des aspects importants de la qualité de vie dans une collectivité est le capital social, soit le caractère d'une collectivité se reflétant par la confiance mutuelle, par la réciprocité et par des normes et une identité communes. Règle générale, plus le capital social d'une collectivité est élevé, meilleure est la qualité de vie dans cette collectivité (Flora, 1998; Flora et coll., 1997). Les citoyens d'une collectivité américaine où sont établies de vastes installations de production porcine ont fait une évaluation négative de la confiance, du voisinage, des réseaux de relations, des valeurs démocratiques et de la participation communautaire (Kleiner et coll., 2000). Dans une région de la Caroline du Nord ayant enregistré une croissance fulgurante des activités d'exploitation porcine, de nombreux citoyens avaient le sentiment que les intérêts des grands producteurs de porcs l'emportaient sur ceux des résidents de la collectivité, quel que soit l'ordre de gouvernement (McMillan et Schulman, 2001; Thu et Durrenberger, 1994).

### *Incidence sur la main-d'œuvre*

Différents ouvrages de sociologie mettent en doute les avantages que présentent les grandes installations d'élevage et de transformation pour les collectivités rurales. Cette pensée tire son origine d'une étude classique menée par Walter Goldschmidt au sujet des travailleurs des exploitations agricoles de la Californie. Une des grandes conclusions de cette étude menée dans les années 40 dans la vallée centrale de la Californie est que les grandes exploitations agricoles de propriétaires forains où la majeure partie du travail est accomplie par des salariés entraînent des inégalités dans les collectivités et restreignent la vie citoyenne. Les études menées au cours des 60 dernières années indiquent que les collectivités agricoles où prédominent les petites exploitations agricoles sont généralement associées à moins d'inégalités économiques et sociales, par rapport aux collectivités où prédominent les grandes exploitations agricoles dont le ratio travailleurs/exploitants est plus élevé (Goldschmidt, 1978; publié à l'origine en 1946; Lobao, 1990; MacCannell, 1998).

Ces études soulèvent des questions en ce qui a trait à la qualité de la vie citoyenne au XXI<sup>e</sup> siècle dans les collectivités rurales où prédominent les salariés. S'il est vrai que la vie citoyenne se détériore au fur et à mesure que les économies s'intègrent et se coordonnent, comme l'a avancé Goldschmidt, il serait utile de mener des recherches pour repérer des politiques qui permettraient d'améliorer la vie citoyenne.

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

Un rapport publié en mars 1998 par le Government Accountability Office (GAO) des États-Unis fait état des changements observés dans les collectivités du Nebraska et de l'Iowa comprenant un nombre important de travailleurs dans le domaine du conditionnement de la viande (GAO, 1998). Les auteurs ont conclu que l'embauche de travailleurs immigrants par les entreprises de conditionnement de la viande avait une incidence démographique et économique. De fait, l'immigration a permis de freiner le déclin de la population dans de nombreux comtés. Les comtés associés au conditionnement de la viande ont enregistré une croissance plus rapide du revenu par habitant et des ventes au détail par rapport aux résultats enregistrés dans l'ensemble de leur État. Dans ces comtés, on a observé une hausse importante du nombre d'écoliers ayant une connaissance faible ou limitée de l'anglais, ainsi qu'un taux de rotation très important chez les travailleurs, soit un taux se situant entre 18 et 83 % par année. Les enseignants se sont plaints de la difficulté qu'avaient les enfants à tirer pleinement parti de l'éducation offerte. Sur le marché de l'habitation, l'arrivée des travailleurs a engorgé le segment des logements locatifs à bon marché.

Aux États-Unis, le conditionnement de la viande attire depuis longtemps des travailleurs ayant un niveau de scolarité plutôt faible et parfois peu de connaissances de l'anglais. En région urbaine, les salaires offerts dans l'industrie du conditionnement de la viande doivent être comparables à ceux offerts dans les autres industries de la fabrication. Les installations de transformation de la viande des régions rurales, qui n'ont généralement pas à soutenir la concurrence d'autres employeurs dans le domaine de la fabrication, embauchent souvent des travailleurs issus d'autres régions, en particulier pour les quarts de travail supplémentaires de soir ou de nuit. Dans les années 70 et 80, le programme de réinstallation des réfugiés a amené bon nombre d'Asiatiques dans les régions rurales du Midwest. L'*Immigration Reform and Control Act* de 1986 a favorisé la mobilité géographique et occupationnelle des Hispaniques, dont certains ont vu le passage d'un emploi agricole saisonnier à un emploi à l'année dans le domaine de la transformation de la viande comme une progression sur le marché de l'emploi américain. L'essor du marché de l'emploi à la fin des années 80 a généré de nouvelles occasions d'emploi pour les travailleurs des régions, au même moment où de nombreuses usines mettaient sur pied de nouveaux quarts de travail du soir.

Certaines usines offrent des primes en espèces de plusieurs centaines de dollars aux travailleurs ou autres personnes qui leur réfèrent de nouveaux travailleurs qui demeureront à leur emploi pour une période minimale de 60 à 90 jours. Les réseaux ainsi créés ont permis à des usines de conditionnement de la viande du Midwest et du Sud-Est, où le taux de chômage était très bas à la fin des années 90, de recruter des Hispaniques nés aux États-Unis ou au Mexique et résidant dans des régions affichant un taux de chômage élevé.

À partir du moment où il y a un noyau d'Asiatiques ou d'Hispaniques parmi les travailleurs d'une usine, on assiste à une embauche fondée sur les réseaux de relations, c'est-à-dire l'embauche d'amis et de proches des travailleurs pour occuper les postes vacants (Griffith, 1988). L'embauche fondée sur les réseaux de relations entraîne un déplacement des coûts du recrutement vers les travailleurs, qui feront embaucher uniquement des personnes en mesure d'accomplir le travail et qui agiront souvent à titre de parrain après l'embauche, le cas échéant. Les opposants à cette pratique de l'industrie du conditionnement de la viande affirment que l'embauche fondée sur les réseaux de relations accroît l'emprise des gestionnaires, qui peuvent menacer de licencier une équipe entière dans l'éventualité d'un problème causé par un seul travailleur. Certaines usines

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

fournissent des logements à leurs travailleurs, de sorte qu'une perte d'emploi entraîne automatiquement une perte de logement.

En raison du faible nombre de travailleurs issus de la collectivité dans les régions rurales, l'arrivée de travailleurs immigrants n'entraîne généralement pas de déplacement direct des travailleurs déjà établis dans la collectivité. La présence de travailleurs immigrants peut entraîner des gains de productivité et être bénéfique à la fois pour les travailleurs immigrants et les travailleurs de la collectivité. Les usines nouvellement arrivées dans les régions rurales ont généralement des installations économisant du travail et tenant compte des besoins des travailleurs, par exemple, un environnement de travail propre et sécuritaire. Si l'offre de travailleurs immigrants permet la mise en place d'un quart de travail de soir, l'employeur investira peut-être dans des couteaux à air comprimé ou électriques qui faciliteront la tâche de tous les travailleurs, ce qui pourrait éventuellement contribuer à réduire les blessures et les maladies professionnelles dans le domaine du conditionnement de la viande.

En 1990, les Hispaniques représentaient 15 % de la main-d'œuvre dans l'industrie américaine de la viande, contre 35 % en 2000. Les Blancs non hispaniques représentaient 41 % de la main-d'œuvre de l'industrie en 2000. L'arrivée de travailleurs hispaniques ou asiatiques peut rapidement modifier le visage des régions rurales n'ayant pas été exposées à d'importants flux d'immigration au cours des années précédentes. La plupart des régions, en particulier celles touchées par un déclin de la population et de l'emploi, sont ouvertes aux nouveaux résidents, qui achèteront des maisons et feront des achats sur les marchés locaux. Cela dit, les changements démographiques entraînent également des tensions.

Effets favorables d'une arrivée de travailleurs immigrants dans les collectivités :

- la plupart des travailleurs sont mariés;
- la part de travailleurs est plus élevée chez les hommes hispaniques et asiatiques que dans d'autres groupes de la population;
- les travailleurs occupent des emplois non désirés mais nécessaires au fonctionnement de la société;
- repopulation des régions rurales;
- rajeunissement de la main-d'œuvre;
- source de remplacement de la population des baby-boomers, qui est vieillissante.

Problèmes pouvant découler d'un changement de composition de la main-d'œuvre :

- hausse de la demande de services sociaux dans la collectivité;
- accroissement du nombre d'étudiants ayant peu de connaissances de l'anglais;
- hausse de la demande de soins de santé dans les cliniques et les salles d'urgence de la collectivité;
- accroissement de la pauvreté chez les migrants clandestins;
- pression exercée sur les ressources de santé en raison d'une assurance-maladie inadéquate dans les régions rurales;
- hausse de la prévalence des maladies infectieuses, du diabète et des problèmes de santé liés à la maternité;
- faible pension à la poursuite des études.

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

De nombreuses entreprises de conditionnement de la viande reconnaissent qu'elles embauchent des travailleurs ayant une connaissance limitée de l'anglais et affichant un faible niveau de scolarité. Certaines entreprises forment des partenariats avec des collèges et des écoles secondaires de leur collectivité afin d'offrir des cours d'anglais, de finance et d'autres cours de base à leurs travailleurs. Par exemple, une entreprise de conditionnement offre un programme d'aide à l'éducation dans le cadre duquel sont remboursés 75 % des frais de scolarité, du coût des livres et d'autres frais associés à des cours menant à un grade répondant aux besoins d'affaires de l'entreprise (jusqu'à 3 500 \$ par année) (Associated Press, 2005). Au Nebraska, une entreprise de conditionnement a construit une installation comprenant deux salles de cours près de son usine en 2002, afin que ses travailleurs puissent suivre des cours de niveau secondaire avant et après leurs quarts de travail. L'autorité scolaire de la collectivité a fourni un enseignant et un aide-enseignant.

De nombreuses collectivités accueillent favorablement la diversité et le développement économique qu'amènent les nouveaux travailleurs immigrants. La collectivité de Marshalltown, en Iowa (population de 29 000 habitants), s'est jumelée à la ville de Villachuato, au Mexique (population de 15 000 habitants). Ainsi, la moitié des 1 900 travailleurs d'une usine de transformation de la viande de Marshalltown sont originaires de Villachuato.

L'immigration en bonne et due forme et les documents de travail sont une source de préoccupations pour les employeurs de travailleurs immigrants et migrants. L'arrivée de travailleurs immigrants ou migrants peut susciter des réactions négatives. En janvier 2000, deux organismes prônant la réduction de l'immigration, soit Population-Environment Balance et la Federation for American Immigration Reform, ont lancé des slogans publicitaires comme [TRADUCTION] « la qualité de vie n'est plus qu'un souvenir » à Storm Lake, en Iowa (population de 8 800 habitants), où des immigrants ont été recrutés par des usines de transformation du porc. Les résidents de la collectivité ont exprimé leur désaccord, indiquant qu'ils préféreraient la diversité au dépeuplement. Le nombre d'élèves inscrits dans les établissements scolaires de Storm Lake s'est accru de 17 % dans les années 90, alors que 70 % des établissements scolaires de l'Iowa perdaient des élèves (*Rural Migration News*, avril 2001). Les deux usines de transformation de la viande de Storm Lake employaient près de 2 000 travailleurs au milieu des années 90, attirant des réfugiés asiatiques et des migrants mexicains. De nombreux écoliers ne parlent pas anglais, ce qui stimule les dépenses consacrées aux programmes d'anglais langue seconde et la demande d'enseignants bilingues. Les entreprises de conditionnement de la viande ont souligné que les salaires versés à leurs travailleurs stimulent l'économie locale et que des écoles pourraient fermer si les usines de transformation de la viande cessaient leurs activités.

### *Incidence sur le Mexique*

L'immigration aux États-Unis et au Canada a également une incidence sur le Mexique. Les salaires versés aux États-Unis devraient demeurer supérieurs à ceux offerts au Mexique. Le Mexique maintient des politiques d'État permettant à sa population migrante de jouir de la mobilité et des débouchés qu'elle demande. Cela dit, les politiques d'État qui facilitent le mouvement des travailleurs doivent également convenir aux personnes qui choisissent de rester au même endroit. De telles politiques devraient en outre tenir compte des exigences et des besoins du pays dans lequel les migrants choisissent de résider.

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

Les fonds envoyés au Mexique par des Mexicains résidant aux États-Unis représentent une part importante du revenu des familles auxquelles ces fonds sont destinés. Selon certaines estimations, ces envois de fonds réduisent de 1 à 2 % par année le nombre de personnes pauvres, ce qui représente environ 1 million de personnes. Ces envois de fonds ont une importance cruciale, représentant en moyenne jusqu'à 44 % du revenu régional dans certains endroits.

La migration de personnes ayant un important capital humain est un aspect à ne pas négliger. Entre 2000 et 2004, les personnes âgées de moins de 30 ans ayant fait douze années d'études ou plus représentaient 46 % des personnes migrantes, comparativement à 26 % entre 1990 et 1994. Cette tendance entraîne une importante perte de capital humain pour le Mexique. Le défi pour le Mexique est d'offrir des possibilités de mouvement social et économique concurrentielles à celles offertes par les autres régions de l'Amérique du Nord.

En raison de taux plus élevés de mortalité, de fécondité et de migration, la structure par âge des petites collectivités est caractérisée par un nombre plus élevé de personnes de moins de 15 ans et de personnes âgées, par rapport aux régions urbaines. Voilà qui accentue la pression exercée sur les personnes en âge de travailler, moins nombreuses. Dans ces petites collectivités, on observe en moyenne 83 personnes à charge pour 100 personnes en âge de travailler, alors que dans les régions urbaines de plus de 15 000 habitants, le ratio est plutôt de 56 personnes à charge pour 100 personnes en âge de travailler. À défaut de nouvelles possibilités d'emploi, les travailleurs continueront vraisemblablement de migrer vers des régions où les emplois sont mieux rémunérés afin de soutenir leur famille.

Une étude récente a démontré l'importance de la hausse de la productivité agricole pour freiner l'exode rural (Goldsmith et coll., 2004). Comme c'est le cas au Mexique, une productivité agricole relativement faible réduit le coût de renonciation de l'exode pour les jeunes. En raison des salaires peu élevés dans les régions rurales, il est facile d'attirer des travailleurs dans les régions urbaines ou, dans le cas du Mexique, aux États-Unis. Mentionnons par exemple une politique mexicaine visant à favoriser la productivité agricole, le *Programa de Certificación de Derechos Ejidales y Titulación de Solares* (PROCEDE - Programme de certification des droits des ejidos et de propriété des terrains urbains), qui renforce la protection juridique et accroît l'accès aux ressources financières des agriculteurs. Les terres appartenant aux coopératives agricoles peuvent désormais être affectées en garantie pour l'obtention de services financiers comme du crédit, des produits d'assurance et du capital). L'État a également créé le *Fondo de Tierras* (Fonds des terres) et le *Joven Emprendedor Rural* (Jeunes entrepreneurs en région rurale) afin de soutenir les entreprises rattachées aux terres en région rurale.

### *Incidence sur le plan de la sécurité*

Différents problèmes de santé touchent les travailleurs des entreprises de production animale et de transformation des animaux d'élevage aux États-Unis. Malheureusement, les blessures et les maladies associées à l'agriculture n'ont fait l'objet d'aucun programme global de surveillance médicale dans ce pays (Kirkhorn et Schenker, 2002). Cela dit, des études ont permis de repérer différents problèmes de santé.

1. Blessures : les blessures causées par les animaux, les tracteurs, les chutes et l'équipement sont les blessures non mortelles les plus fréquentes (McCurdy et Carroll, 2000). Les animaux sont la

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

cause de 20 % des blessures nécessitant une hospitalisation en Iowa (Rautiainen et coll., 2004). En Californie, les travailleurs des exploitations d'élevage et des parcs d'engraissement étaient ceux qui affichaient le taux de blessures le plus élevé, selon les données sur les indemnités des travailleurs (Villarejo, 1998, dans Rautiainen et Reynolds, 2002). De façon similaire, les abattoirs affichent des taux plus élevés de blessures que bon nombre d'usines de fabrication.

2. Maladies respiratoires : les éleveurs de bétail, particulièrement les éleveurs de porc, présentent des taux de maladies pulmonaires élevés résultant de l'exposition aux poussières organiques et au gaz de fumier (Rautiainen et Reynolds, 2002). Les poussières organiques, qui contiennent des endotoxines inflammatoires provenant de bactéries, de moisissures, de squames, de résidus d'antibiotique, de poussières céréalières et de fèces, causent des inflammations pulmonaires et sont associées à des maladies respiratoires chroniques. Des chercheurs ont réclamé la mise en place de valeurs limites d'exposition (valeurs TLV) pour les poussières et les endotoxines, ainsi qu'une réduction de la valeur TLV pour l'ammoniac (Donham, 1995; Donham et coll., 2000; Kirkhorn et Schenker, 2002).

Les mécanismes de réduction de la poussière, comme la vaporisation d'huile de canola dans les porcheries, peuvent contribuer à réduire les problèmes respiratoires (Senthilselvan et coll., 1997; Zhang, 1997). Au nombre des autres mécanismes figurent le recours à un système de ventilation adéquat, l'utilisation de l'eau pour nettoyer les installations, la distribution automatisée des aliments, et le port de bons appareils individuels de protection respiratoire lors d'activités générant une grande quantité de poussière (Kirkhorn et Schenker, 2002).

3. Perte auditive : risque professionnel dans le domaine de l'agriculture. Un niveau de bruit supérieur à ce qui est permis par l'Occupational Safety and Health Administration (OSHA) des États-Unis a été mesuré dans des enceintes fermées d'installations d'élevage porcin (Humann et coll., 2005).

4. Problèmes liés à l'ergonomie : au nombre des sources de préoccupations figurent les troubles musculo-squelettiques, particulièrement les douleurs dorsales chroniques et l'arthrite (Von Essen et McCurdy, 1998). Les premières mesures obligatoires en matière d'ergonomie ont été prises dans les abattoirs, depuis longtemps associés à des troubles musculo-squelettiques comme le syndrome du canal carpien et la tendinite.

Les métiers de l'élevage et de la transformation de la viande sont dangereux, mais les règlements, les normes de l'industrie de même que la surveillance faite par les sociétés d'assurance peuvent contribuer à réduire les risques. Les différences au chapitre de la réglementation sont un des facteurs incitant les personnes à chercher du travail dans l'industrie de l'agriculture des États-Unis plutôt que de rester au Mexique. Par exemple, aux États-Unis, l'OSHA établit les exigences et les droits des travailleurs et des employeurs, ainsi que les conditions de santé et de sécurité qui devraient être maintenues sur les lieux de travail. Le Department of Labor des États-Unis établit les règles d'embauche et de licenciement. Ces règles juridiques donnent certaines garanties aux travailleurs des États-Unis. Ces garanties peuvent rendre les emplois offerts aux États-Unis plus attrayants que ceux offerts au Mexique. Cela dit, les différences de salaires sont probablement le principal facteur ayant une incidence sur les décisions de migration.

### Parties prenantes et mesures stratégiques

#### *Politiques de développement économique et zonage*

La définition d'une zone de production agricole est une forme de zonage visant l'allègement réglementaire, la réduction des nuisances ou le développement économique. La sécurité des investissements réalisés dans des installations d'élevage intensif peut être accrue grâce au zonage seulement si ces installations sont déjà conformes aux règlements, sont bien conçues et sont bien gérées. Les auto-évaluations volontaires et les lois sur l'exploitation agricole, rejetées par certains tribunaux, n'ont pas permis d'uniformiser le degré de sécurité des investissements.

L'établissement de pratiques globales de zonage — concernant l'activité économique dans toutes les industries, et non seulement dans celle de l'agriculture — prépare les collectivités à s'attaquer à différentes questions liées au développement économique. Lorsqu'elle s'inscrit dans un programme global de zonage, la production animale n'est pas considérée comme un cas spécial, ce qui atténue la possibilité d'une contestation judiciaire.

Différentes approches réglementaires peuvent être adoptées en ce qui concerne les emplacements d'élevage. À une extrémité, l'organe législatif de l'Iowa ne permet pas aux administrations municipales d'avoir recours au zonage ou aux ordonnances sur la santé publique pour empêcher l'établissement d'exploitations confinées d'engraissement d'animaux (les CAFO). Dans l'État du Dakota du Sud, une loi permet le zonage global dans les comtés, y compris dans le domaine de l'agriculture. Dans cet État, le comté de Brookings a émis une ordonnance de zonage global établissant cinq types de zone : les zones agricoles, les zones industrielles, les lacs/parcs, les ressources naturelles et les zones de prévention des dégâts causés par les inondations, en plus d'un périmètre de protection. Cette ordonnance et le processus d'audiences publiques qui y est prévu favorisent le dialogue avec les résidents des collectivités peu après la présentation d'un plan de développement économique.

Aux États-Unis, on débat actuellement la question de savoir si le zonage global devrait relever de la compétence des États ou des comtés. Les détracteurs du zonage global relevant de l'autorité des comtés mentionnent des cas où des commissaires de comté, subissant la pression d'opposants à l'élevage du bétail, ont déclaré un moratoire sur la construction ou l'expansion d'installations d'élevage. Les conseils de comté sont souvent de petite taille (de trois à sept membres) et chaque cycle électoral peut faire basculer la majorité des voix sur la question de l'agriculture, ce qui accroît l'incertitude liée à la réglementation dans les comtés. Les exploitants de bétail et de volaille préfèrent composer avec un organe législatif d'État, en raison du nombre accru de législateurs et de l'influence qu'ont à l'échelle des États des organismes de l'industrie de l'exploitation du bétail et de la volaille, ce qui peut atténuer le risque d'actions que les exploitants considèrent comme arbitraires. Les producteurs ayant des activités dans plus d'un comté préfèrent composer avec une seule réglementation. Il serait possible pour un organe législatif d'État de confier la responsabilité du zonage global aux comtés, tout en imposant des critères de définition des zones à l'échelle de l'État. Les conseils de zonage des comtés pourraient déterminer quelles régions géographiques doivent faire l'objet d'un zonage, mais c'est l'État qui déterminerait les critères d'établissement des zones. À l'échelle nationale, d'aucuns soutiennent que des processus réglementaires lourds peuvent inciter les entreprises agricoles à établir leurs installations de production et de

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

transformation dans d'autres pays (pour une analyse approfondie de la réglementation du choix de l'emplacement, voir le chapitre portant sur l'environnement).

La communication est un aspect essentiel. En 1996, le Rural Development Action Committee du comté de Cass (Iowa) a proposé une mesure d'auto-évaluation de l'incidence sur la qualité de la vie et sur l'économie des exploitations de production animale. Le comité a demandé aux producteurs souhaitant construire de nouvelles installations ou prendre de l'expansion de communiquer avec leurs voisins dans la collectivité, c'est-à-dire de leur poser des questions, de répondre à leurs questions et de partager de l'information au sujet des émissions d'odeurs, de la circulation de camions, du nombre d'emplois et de l'impôt foncier prévus, entre autres. L'initiative a porté fruit, et au moins deux autres comtés de l'Iowa ont mis sur pied des politiques de bon voisinage similaires.

Les collectivités attirent les entreprises en rationalisant leurs processus réglementaires, leur processus de délivrance de permis et d'autorisation, et leur code du bâtiment. En échange, les entreprises doivent se conformer à certaines pratiques désignées comme étant les meilleures pratiques de gestion. Dans de nombreux cas, cela implique la coordination des organismes d'État afin d'améliorer les processus réglementaires et de déterminer quelles sont les meilleures pratiques de gestion ou les normes de rendement auxquelles devront se conformer les entreprises. La rationalisation peut se traduire par un processus de démarrage ou d'expansion d'une exploitation agricole plus précis, transparent et rapide. La LMFA, une loi de l'Illinois présentée précédemment, constitue une mesure en ce sens.

Les autorités fiscales régionales peuvent réduire l'impôt foncier dans certaines zones géographiques afin de stimuler le développement économique, offrir une compensation pour la modification de l'utilisation des terres, ou offrir une indemnisation aux propriétaires dont la valeur de la maison pourrait diminuer. Différents outils d'allègement fiscal sont également utilisés pour stimuler le développement économique.

### *Travailleurs invités et immigrants*

Le Mexique et les États-Unis explorent diverses avenues pour faciliter le mouvement légal des travailleurs entre les deux pays. En février 2001, le président des États-Unis, George W. Bush, et celui du Mexique, Vicente Fox, ont établi un groupe de travail binational axé sur la migration en vue de la création d'un [TRADUCTION] « cadre harmonieux de migration garantissant un traitement décent et une protection juridique, et donnant de l'importance aux conditions de travail ». Au nombre des questions sur lesquelles le groupe de travail devait se pencher figuraient la légalisation, un programme de travailleurs invités, l'arrêt de la violence à la frontière et l'exclusion du Mexique du contingent de visas.

Parallèlement, les autorités du Mexique et des États-Unis ont discuté de la possibilité d'améliorer le sort des Mexicains travaillant clandestinement aux États-Unis. Plusieurs propositions ont été présentées au Congrès en vue de la légalisation de la présence de ces travailleurs, mais les discussions ont été suspendues après les attentats terroristes du 11 septembre 2001. En janvier 2004, le président Bush a proposé la Fair and Secure Immigration Reform (FSIR), qui permettrait aux étrangers clandestins ayant un travail — on estime que c'est le cas de 8 millions des 11 millions d'étrangers clandestins aux États-Unis — d'obtenir un permis de résident

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

temporaire. Ces personnes pourraient circuler librement entre les États-Unis et d'autres pays, avoir un numéro de sécurité sociale et un permis de conduire, et présenter une demande de visa d'immigrant.

Dans le cadre de la FSIR, les travailleurs étrangers à la recherche d'un emploi seraient mis en relation avec des entreprises offrant des emplois, pourvu qu'aucun travailleur américain ne souhaite occuper ces emplois. En ce qui concerne les migrants clandestins travaillant déjà illégalement aux États-Unis, cette condition serait considérée comme déjà remplie. La FSIR ne permet pas clairement le passage entre le statut de travailleur invité et le statut d'immigrant. Selon des données d'enquêtes, de nombreux travailleurs clandestins originaires du Mexique présenteraient une demande de visa d'une durée de six ans, ce qui leur permettrait d'entrer aux États-Unis et d'en sortir en toute légalité. Cela dit, d'importants doutes demeurent quant au nombre de ces personnes qui accepteraient de quitter le pays au terme de la période prévue de six ans.

Le projet de loi intitulé Safe, Orderly, Legal Visas and Enforcement Act (SOLVE), présenté par le parti démocrate, est semblable à la mesure de légalisation prise en 1987-1988 afin de permettre aux étrangers clandestins d'obtenir le statut d'immigrant, à condition d'avoir vécu au moins cinq ans et travaillé au moins deux ans aux États-Unis, de réussir un examen d'anglais et un examen de santé, et de se soumettre à une enquête de sécurité. Les étrangers se trouvant clandestinement aux États-Unis depuis moins de cinq ans pourraient présenter une demande de statut transitoire pour une période de cinq ans, ce qui leur permettrait de travailler jusqu'à ce qu'ils demandent le statut d'immigrant ou quittent le pays. Le projet de loi Secure America and Orderly Immigration Act, présenté en mai 2005 par les sénateurs John McCain (Arizona, républicain) et Edward Kennedy (Massachusetts, démocrate), combine des éléments des deux autres propositions, soit la FSIR et la SOLVE.

Les trois projets de loi visent les travailleurs de l'ensemble des secteurs de l'économie. En revanche, l'Agricultural Job Opportunity, Benefits and Security Act (AgJOBS) s'appliquerait uniquement à l'industrie de l'agriculture et permettrait de veiller à ce que les travailleurs agricoles soient autorisés à travailler aux États-Unis. Ce projet de loi est soutenu par les groupes de défense des travailleurs, qui espèrent que la légalisation du statut des travailleurs incitera ces derniers à adhérer à un syndicat et à demander des hausses salariales. Les employeurs de l'industrie de l'agriculture s'attendent à ce que les dispositions de cette loi facilitent l'accès à des travailleurs étrangers autorisés.

En janvier 2005, il n'existe pas de programme uniforme d'indemnisation des victimes d'accidents du travail dans le domaine de l'agriculture aux États-Unis, ce qui exerce une pression sur les collectivités, qui sont exposées au risque que leurs travailleurs de l'industrie de la production animale se blessent ou tombent malades. Les indemnités pour accidents du travail diffèrent selon la région. Dans 14 États ou juridictions, les travailleurs agricoles reçoivent les mêmes indemnisations que les autres travailleurs; dans 28 États ou juridictions, les travailleurs agricoles font l'objet de restrictions qui ne sont pas applicables aux autres travailleurs protégés; dans 11 États ou juridictions, les employeurs peuvent décider d'offrir ou non une protection (USDA, 2005). En raison de l'absence de programme d'indemnisation adéquat dans l'industrie agricole, il est difficile

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

de déterminer l'incidence des blessures dans l'industrie agricole ou de mettre sur pied des mesures afin de diminuer les risques de blessure et les risques de maladie.

Les employeurs canadiens qui embauchent des travailleurs saisonniers dans le cadre du PTAS doivent entre autres : rendre compte des efforts déployés pour embaucher des travailleurs agricoles canadiens et des Canadiens sans emploi; offrir aux travailleurs étrangers les mêmes salaires que ceux qui sont versés aux travailleurs agricoles canadiens faisant le même travail; payer le billet d'avion aller-retour des travailleurs et assumer les frais de recouvrement des coûts du visa (une partie de ces frais peuvent être recouverts grâce aux retenues à la source); fournir aux travailleurs étrangers autorisés un logement saisonnier gratuit; prendre les dispositions nécessaires pour que les travailleurs étrangers soient protégés par des mesures d'indemnisation des accidentés du travail; veiller à ce que les travailleurs étrangers soient protégés par une assurance maladie privée ou provinciale pendant leur séjour au Canada; signer un contrat employeur-employé indiquant le salaire, les fonctions et conditions. On pourra également demander aux employeurs de défrayer des frais non recouvrables exigés par les sociétés sans but lucratif qui prêtent leur concours aux fins du traitement des travailleurs étrangers de l'Ontario, du Québec, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick.

### *Assurance-maladie*

Dans les régions rurales, différents facteurs nuisent aux installations et aux organismes de soins de santé : incapacité des employeurs d'offrir une assurance-maladie à leurs travailleurs, accès limité des travailleurs aux programmes d'État, et refus des travailleurs de souscrire une assurance. De nombreux travailleurs migrants et immigrants préfèrent envoyer des fonds à leur famille plutôt que de souscrire une assurance-maladie, même si cette dernière est offerte par l'employeur. Selon un directeur des ressources humaines d'une usine de transformation de la viande du Wisconsin, 80 % des travailleurs de cette usine sont hispaniques, et seulement 20 % souscrivent à l'assurance-maladie offerte par l'employeur.

L'obtention d'une assurance-maladie pour les travailleurs immigrants de l'industrie agricole, en particulier les travailleurs n'ayant pas de documents officiels, présente des problèmes, même pour les employeurs sérieux. Une grande exploitation agricole du Wisconsin employant un groupe stable de travailleurs hispaniques n'a pas réussi à trouver de régime d'assurance-maladie pour ces travailleurs. On a indiqué à l'employeur que les travailleurs ne pouvaient pas bénéficier d'un régime d'assurance-maladie de l'État parce qu'ils n'étaient pas en mesure de présenter un permis de conduire ou visa valide. Les travailleurs agricoles auraient plus facilement accès aux programmes d'assurance-maladie s'ils pouvaient avoir accès à des documents d'identité valides.

Aux États-Unis, il est vraisemblable que l'application exhaustive des lois sur l'immigration et une tolérance zéro des travailleurs invités entraîneraient une hausse des salaires et une accélération de l'automatisation, et pourraient favoriser le déplacement d'installations de transformation de la viande vers le Mexique ou d'autres régions de l'Amérique latine. Des usines devraient peut-être cesser leurs activités dans certaines collectivités rurales, ce qui entraînerait le déclin de la valeur des actifs, des pertes d'emplois et, pour les agriculteurs, des coûts élevés d'acheminement du bétail vers les entreprises de transformation. À l'opposé, on pourrait reconnaître que les entreprises de transformation de la viande ont développé une dépendance à l'égard des travailleurs migrants et

mettre sur pied des politiques afin de réduire au minimum les coûts d'intégration communautaire de ces travailleurs.

### **Résumé**

Les industries de l'élevage et de la transformation du bétail et de la volaille sont d'importantes sources d'emplois dans de nombreuses collectivités de l'Amérique du Nord. À la suite d'une restructuration économique de ces industries, les entreprises sont moins nombreuses et plus grandes, et elles sont plus concentrées géographiquement (voir les chapitres portant sur les principes économiques et l'environnement). La restructuration a entraîné une création d'emplois et a stimulé l'activité économique de façon plus marquée dans les collectivités où les entreprises ont pris de l'expansion, et moins marquée dans les collectivités où la taille des cheptels a diminué et où des usines ont cessé leurs activités.

Par ailleurs, la croissance de ces industries a soulevé des problèmes dans certaines collectivités où l'on a construit de nouvelles installations d'élevage, en raison des débats brûlants soulevés par le choix de l'emplacement et les problèmes de voisinage. Les États américains n'ont pas tous la même vision de ce qu'est la meilleure façon de régir les installations à bétail et de la compétence qui doit être conférée aux comtés. De nombreuses collectivités où des usines de transformation sont établies ont connu une croissance rapide stimulée par l'expansion de ces usines ou par l'ajout de quarts de travail dans ces usines. Les immigrants sont surreprésentés parmi les travailleurs des usines de transformation de la viande de bœuf, de porc et de volaille. En Amérique du Nord, certains immigrants viennent de l'Afrique, de l'Asie et de l'Europe de l'Est, mais la plupart sont originaires du Mexique et d'autres pays d'Amérique latine.

Les activités de conditionnement et de transformation de la viande présentent plus de danger et sont moins bien rémunérées que les autres activités des industries de la transformation. Aux États-Unis, nombre des travailleurs sont des immigrants sans papiers qui ne sont nécessairement couverts par un régime d'assurance-maladie. La présence d'un grand nombre de travailleurs immigrants exerce souvent une pression sur les ressources locales comme les soins de santé et les programmes d'enseignement de l'anglais langue seconde dans les établissements scolaires. Les travailleurs mexicains envoient d'importantes sommes à leur famille, au Mexique. En 2000, le revenu moyen des ménages mexicains qui étaient établis dans une région rurale et qui recevaient des fonds d'un membre de la famille travaillant aux États-Unis était de 3 250 pesos par mois, contre 1 662 pesos par mois pour les ménages ne recevant pas de fonds en provenance des États-Unis. Selon certains, les envois de fonds aux familles mexicaines réduisent de 1 à 2 % par année le nombre de personnes vivant dans la pauvreté au Mexique. Ces mouvements de fonds du Nord vers le Sud sont une source de revenu dans les régions rurales. Dans les petites collectivités rurales, on compte en moyenne 83 personnes à charge pour 100 personnes en âge de travailler.

### **Stratégies et implications pour l'avenir**

#### *Développement économique*

Les collectivités rurales de l'Amérique du Nord doivent soutenir une concurrence mondiale. Les provinces, les États, les régions et les collectivités souhaitant attirer des investissements doivent déterminer de quelle façon leur emplacement permettra la réalisation d'activités d'élevage

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

concurrentielles sur le marché mondial. Il s'agit d'une tâche difficile étant donné que les conditions salariales et la réglementation diffèrent d'un endroit à un autre.

Les entreprises ont une responsabilité à l'égard des collectivités où elles sont établies. Elles doivent agir de manière proactive, se comporter comme des citoyennes responsables, et faire preuve de leadership en créant des expériences positives pour les collectivités. À défaut de créer ces expériences positives dans les collectivités, elles auront de plus en plus de difficulté à trouver des emplacements où s'établir ou prendre de l'expansion.

L'opposition des collectivités à l'arrivée ou à l'expansion d'installations d'élevage et de transformation de la viande n'est plus seulement observée aux États-Unis. L'opposition est structurelle et peut être observée dans de nombreuses collectivités du monde entier. Elle est une manifestation des préoccupations plus vastes au sujet de la mondialisation, des nouvelles technologies, des grandes exploitations et des multinationales du domaine de l'alimentation. Au cœur de cette opposition, on trouve la crainte d'une perte de contrôle et de changements rapides dans les collectivités, qui tentent de réagir pour préserver leurs normes et leurs établissements.

Ainsi, les entreprises doivent non seulement offrir des avantages économiques, mais avoir une incidence sociale positive. Certaines collectivités s'opposent toujours à l'activité industrielle, mais nombreuses sont celles qui seraient prêtes à avoir un partenaire qui les aiderait à se développer sur les plans social et économique.

Voici quelques stratégies possibles :

- Définition de politiques industrielles globales par les organismes gouvernementaux, de sorte que l'élevage ne forme pas une classe à part. Des politiques efficaces de développement et d'évaluation des répercussions communautaires sont nécessaires.
- Rationalisation des processus réglementaires.
- Élaboration, pour l'industrie, de stratégies engendrant des répercussions communautaires positives.
- Importance accordée au développement économique des régions rurales, et non seulement au développement de l'industrie de la production animale.
- Utilisation des ressources de développement économique offertes dans la province, l'État ou la région.

En ce qui concerne l'industrie de la production animale, les ordonnances de zonage et les processus qu'elles prescrivent sont un moyen de favoriser une communication ouverte entre les parties prenantes. Les pratiques de zonage municipal fournissent des bases juridiques en vue d'un zonage rural global bien pensé et bien géré. L'uniformisation des procédures à l'échelle des États est un autre aspect qui doit être envisagé. Dans le même ordre d'idées, les États pourraient définir les règles de zonage, mais laisser aux comtés le choix des aires géographiques nécessitant un zonage. Par ailleurs, un conseil regroupant des représentants de plusieurs comtés d'une région pourrait déterminer les critères de zonage qui s'appliqueront dans cette région. L'uniformisation des règles de zonage en vigueur dans un État pourrait réduire l'incertitude et les risques pour les producteurs, les entreprises de transformation et les citoyens.

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

La question de l'utilisation de l'eau est un autre problème soulevé dans les collectivités. Le recours aux cautionnements fiduciaires est une solution possible en cas d'incertitude quant à l'effet d'une grande utilisation sur les réserves en eau et la qualité de l'eau (Goldsmith et coll., 2003). Les cautionnements fiduciaires servent à atténuer l'incertitude quant à la nature du risque que présente une entreprise privée pour le public, par exemple, l'incertitude quant à l'incidence d'une exploitation d'élevage sur les réserves en eau d'une collectivité. Un organisme indépendant définit l'importance du cautionnement, soit la somme qui serait requise dans l'éventualité d'un problème. Règle générale, l'organisme mettra en réserve une petite partie seulement de cette somme, et le reste sera géré sur les marchés de l'assurance, au besoin. Le montant du cautionnement peut être modifié en cours de route pour tenir compte de l'évolution de l'incertitude et du risque.

Les entreprises de production animale pourraient tirer parti de différents outils de développement économique du secteur industriel :

- réduction d'impôt foncier pour les propriétaires avoisinants;
- amélioration des services et des infrastructures dans les collectivités;
- cautionnements fiduciaires afin de réduire les risques pour les collectivités, notamment en ce qui a trait à l'utilisation de l'eau;
- infrastructures à l'échelle des besoins;
- amélioration de l'alimentation en eau, de la cadence de chargement sur les routes et les ponts, du débit de circulation et de l'accès aux routes;
- dédommagement des parties subissant un préjudice résultant des activités d'élevage, à l'instar de ce qui est observé dans d'autres industries.

Les exploitations de petite et de moyenne taille peuvent établir des réseaux d'offre de services afin d'accroître leurs chances de rentabilité. Certains exploitants de petite taille arriveront peut-être à accroître leur rentabilité en axant leurs efforts sur un marché spécialisé ou un créneau de marché. Les revenus d'appoint tirés d'emplois dans une autre exploitation agricole ou ailleurs continueront de jouer un rôle important pour nombre d'exploitations de petite et de moyenne taille. Ci-dessous sont indiqués quelques outils pouvant favoriser le développement économique.

- Outil d'aide à la coordination des producteurs. Exemple : *Initiative for the Development of Entrepreneurs in Agriculture*, <http://web.extension.uiuc.edu/iidea>.
- MarketMaker™ est un logiciel en ligne permettant aux fournisseurs et aux entrepreneurs de régions rurales d'établir des contacts avec des entreprises d'autres régions, <http://www.marketmaker.uiuc.edu>.
- Les États pourraient intervenir directement dans des créneaux de marchés, et définir des politiques gouvernementales assorties aux nouvelles stratégies d'affaires. Par exemple, le Dakota du Sud et l'Iowa travaillent au développement de marques de produits de bœuf afin de répondre à la demande des consommateurs soucieux des conditions d'élevage des animaux, du traitement des animaux et de la traçabilité des produits.

### *Main-d'œuvre*

La réduction du taux de rotation de la main-d'œuvre est profitable pour les employeurs et pour les collectivités où ils sont établis. Pour renforcer le capital humain, une entreprise peut entre autres prévoir des installations de perfectionnement, notamment en anglais et en finances, ou d'offre de soins de santé. L'établissement de partenariats avec des écoles secondaires ou des collèges communautaires de la région peut également être envisagé.

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

Les États-Unis pourraient examiner la possibilité de mettre en place un programme semblable au PTAS du Canada afin de faire face à la pénurie de travailleurs saisonniers, quoique la saisonnalité du travail n'est pas aussi courante dans l'industrie de l'élevage que dans d'autres industries.

Les gouvernements doivent se pencher sur le maintien de programmes pour les travailleurs immigrants afin de veiller à l'offre adéquate de main-d'œuvre dans le domaine de la production animale. Il peut être profitable pour les employeurs d'offrir de l'aide aux travailleurs immigrants pour qu'ils s'adaptent à une nouvelle région ou à une nouvelle culture et d'offrir de l'aide aux collectivités afin qu'elles s'adaptent à ces nouveaux arrivants. L'offre d'un soutien à l'intégration peut aider les travailleurs immigrants à accroître leur productivité au travail et à gravir des échelons dans l'entreprise, soutenir les familles des travailleurs et réduire l'opposition que soulève l'arrivée de ces personnes. Ces actions peuvent contribuer à la mise en place d'une main-d'œuvre et d'une collectivité plus solides.

L'industrie de la production animale est souvent perçue comme une industrie offrant des emplois et non des possibilités de carrière, c'est pourquoi on suggère que les étrangers embauchés aux États-Unis le soient en tant que travailleurs invités, et non comme immigrants autorisés ou clandestins. Les programmes de travailleurs invités permettent d'accueillir temporairement des travailleurs étrangers afin qu'ils occupent des emplois temporaires, comme les programmes H-2A et H-2B des États-Unis et le PTAS du Canada. Aux États-Unis, les projets de loi piétinent et l'adoption d'un programme de travailleurs invités n'aura peut-être pas lieu en 2006.

La participation à des partenariats public-privé au sein de l'industrie de la production animale est un besoin croissant en vue de l'amélioration des relations avec la main-d'œuvre et les collectivités. Parmi les avantages de tels partenariats figurent l'accroissement du capital humain et du bien-être des travailleurs, la réduction du taux de rotation et le soutien de bonnes relations avec l'ensemble de la collectivité, désormais une partie prenante stratégique. Au fur et à mesure que les entreprises prennent de l'importance, elles créent des demandes dans la collectivité. Des politiques du travail proactives peuvent être un témoignage important de l'engagement d'une entreprise envers la collectivité.

L'agriculture peut présenter des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs. Les organismes gouvernementaux doivent composer avec des problèmes liés à l'application des règlements touchant la santé des travailleurs et l'immigration. Certaines améliorations pourraient être apportées, notamment sur les plans de l'ingénierie, de la formation et de l'éducation, des soins de santé, de la surveillance, de la sécurité, et de la compréhension des différences culturelles. En ce qui concerne les installations de production animale, des améliorations pourraient être apportées à la surveillance des blessures non mortelles et des maladies, aux mesures de contrôle visant à réduire les poussières organiques et les gaz de fumier, à la fonctionnalité et au confort des appareils respiratoires individuels de protection, et aux stratégies visant à offrir aux employeurs de l'industrie agricole des programmes abordables d'indemnisation des victimes d'accidents du travail. Des recherches approfondies seraient nécessaires dans ce domaine (Kirkhorn et Schenker, 2002; Rautiainen et Reynolds, 2002). Cela pourrait permettre de réduire les blessures et les maladies chez les travailleurs, et de diminuer les coûts des soins de santé pour les entreprises et pour l'État.

### Lacunes sur le plan des connaissances et besoins en matière de recherche

Depuis toujours, l'État participe au développement économique et à la planification régionale des régions urbaines. Quels sont les effets de ces programmes et politiques lorsqu'ils sont mis en œuvre dans les collectivités rurales et dans l'industrie de la production animale? Quels sont les besoins actuels des économies rurales, moins agraires et plus industrialisées qu'auparavant, en ce qui concerne le développement économique, les infrastructures et les services gouvernementaux?

La production animale et la transformation de produits d'origine animale stimulent le marché de l'emploi et l'activité économique dans les collectivités rurales. Quelle est l'incidence de la structure de l'industrie sur l'emploi et l'effet multiplicateur? Plus précisément, quelles sont les activités économiques associées à la production animale et à la transformation de produits d'origine animale pour des chaînes d'approvisionnement comparables, et quels en sont les effets sur la distribution des richesses? Une telle étude pourrait mener à l'élaboration de plans stratégiques de partenariat entre les collectivités et les entreprises en vue de l'obtention de résultats mutuellement bénéfiques. D'autres recherches seraient nécessaires en ce qui concerne l'évolution de la qualité de vie dans les collectivités où sont établies des entreprises modernes d'élevage. Quels résultats ont été tirés des différents types d'initiatives de résolution de conflits dans les collectivités?

La question de savoir qui, du gouvernement fédéral, des gouvernements d'État ou des municipalités, sont les mieux placés pour réglementer les activités d'élevage du bétail et de la volaille suscite un débat constant. Quels sont les effets des différentes structures réglementaires et des différents modèles de zonage dans les collectivités rurales? Quels sont les coûts pour les entreprises, ainsi que pour les comtés ou les districts qui établissent et appliquent les politiques? Quels mécanismes d'intervention et quels règlements permettraient de rendre l'environnement commercial plus concurrentiel dans le cas de la production animale?

Enfin, les objectifs et les politiques en matière d'immigration ont une grande importance pour les trois pays d'Amérique du Nord. Actuellement, une part importante des besoins en main-d'œuvre des industries américaine et canadienne du conditionnement de la viande repose sur l'immigration. Au Mexique, des personnes et des collectivités tirent parti d'envois de fonds en provenance des États-Unis. Cela dit, le flux continu de travailleurs mexicains à destination des États-Unis, en particulier de travailleurs plus instruits, soulève des préoccupations. Un sommet de l'ALENA devrait-il être organisé afin d'envisager de nouveaux mécanismes d'intervention? Quelle est l'incidence, pour le Mexique, de l'émigration et des envois de fonds qui y sont associés? Quels sont les besoins des travailleurs migrants si l'on en juge par leurs comportements et investissements dans les collectivités? Quels sont les besoins du marché du travail en ce qui concerne la production animale, et quels seraient les effets d'une loi réformant l'immigration sur l'industrie?

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

### Bibliographie

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA. *Profils : le secteur canadien de la transformation du lait*, CTI 1041 et 1049, 1988-1996.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA. *Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien*, Recherches stratégiques, Équipe de Politiques et planification, mai 2004.

AP NEWSWIRE. « Meatpacking industry providing education to workers », le 10 juin 2005.

BANKER, D. E., et J. M. MACDONALD. « Structural and Financial Characteristics of U.S. Farms: 2004 Family Farm Report », *Agriculture Information Bulletin*, n° AIB797, mars 2005.

BUREAU OF LABOR STATISTICS – U.S. DEPARTMENT OF LABOR. *Survey of Occupational Injuries and Illnesses 2003*, mars 2005. Disponible à l'adresse <http://www.bls.gov/iif/oshwc/osh/os/ossm0014.pdf>

CRAYPO, C. « Meatpacking: Industry Restructuring and Union Decline », dans P. Voos, *Contemporary Collection Bargaining in the Private Sector*, Industrial Relation Research Association, 1994, p. 63-96.

DELIND, L. « Parma, a story of hog hotels and local resistance », dans K. Thu et E.P. Durrenberger, *Pigs, profits, and rural communities*, New York, State University of New York Press, 1998, p. 23-38.

DELIND, L. « The state, hog hotels, and the 'right to farm': A curious relationship », *Agriculture and Human Values*, vol. 12 (1995), p. 34-44.

DONHAM, K.J. « Health hazards of pork producers in livestock confinement buildings », dans McDuffie, H.H., J.A. Dosman, K.M. Semchuk, S.A. Olenchock, et A. Senthilselvan, *Agricultural Health and Safety: Workplace, Environments, Sustainability*, Boca Raton, FL, CRC Lewis, 1995.

DONHAM, K.J., D. CUMRO, S.J. REYNOLDS, et J.A. MERCHANT. « Dose-response relationships between occupational aerosol exposures and cross-shift declines of lung function in poultry workers », *Journal Occupational and Environmental Medicine*, vol. 42, n° 3 (2000), p. 260-269.

État du Dakota du Sud, <http://www.state.sd.us>

FLORA, C. B., et J. L. FLORA. « Agricultural Technologies, Farm Structure, and Rural Communities: Livestock Counties in the Great Plains », *High Plains Anthropologist*, vol. 7 (printemps/été 1987), p 6-11.

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

- FLORA, C. B., et J. L. FLORA. « Public Policy, Farm Size, and Community Well-Being in Farming Dependent Counties of the Plains », dans L. E. Swanson, *Agricultural and Community Change in the U.S.: The Congressional Research Reports*, Boulder: Westview Press, 1988, p. 76-129.
- FLORA, C.B., C. MAYDA, J. HERNANDEZ, et M. LAWRENCE. *Bringing Home the Bacon. A Report to the Kerr Center*, North Central Regional Center for Rural Development, 1999. Disponible à l'adresse [http://www.kerrcenter.com/publications/hog\\_report1.pdf](http://www.kerrcenter.com/publications/hog_report1.pdf)
- FLORA, C. B., S. CARPENTER, C. HINRICHS, M. KROMA, M. LAWRENCE, et K. PIGG. *Generic Environmental Impact Statement on Animal Agriculture: A Summary of the Literature Related to Social/Community (A)*, étude préparée pour le Minnesota Environmental Quality Board, septembre 1999. Disponible à l'adresse [http://www.eqb.state.mn.us/geis/LS\\_Social\\_Summary.pdf](http://www.eqb.state.mn.us/geis/LS_Social_Summary.pdf)
- FLORA, J. L., J. SHARP, C. FLORA, et B. NEWLON. « Entrepreneurial Social Infrastructure and Locally-Initiated Economic Development », *Sociological Quarterly*, vol. 38, n° 4 (automne 1997), p. 623-645.
- FLORA, J. L. « Social Capital and Communities of Place », *Rural Sociology*, vol. 63, n° 4 (décembre 1998), p. 481-506.
- FLORA, J. L., C. J. HODNE, W. GOUDY, D. OSTERBERG, J. KLIEBENSTEIN, K. M. THU, et S. P. MÁRQUEZ. « Social and Community Impacts », dans Iowa State University and the University of Iowa Study Group, *Iowa Concentrated Animal Feeding Operations Air Quality Study: Final Report*, présenté au Iowa Department of Natural Resources, février 2002, p. 147-163. Disponible à l'adresse : <http://www.public-health.uiowa.edu/ehsrc/CAFOstudy.htm>
- FLORA, J. L., Q. (LILY) CHEN, S. BASTIAN, et R. HARTMANN. « CAFOs, Feedlots, and Packing Plants: Measuring Their Impact on Four Types of Capital in Iowa's Counties », ébauche préparée pour l'Iowa Policy Project, Iowa State University Sociology Department, octobre 2005.
- GAO. « Community Development: Changes in Nebraska's and Iowa's Counties With Large Meatpacking Work forces », GAO/RCED-98-62, le 27 février 1998. Disponible à l'adresse <http://www.gao.gov/new.items/rc98062.pdf>
- GOLDSCHMIDT, W. « Agribusiness and the Rural Community », dans W. Goldschmidt, *As you Sow: Three Studies in the Social Consequences of Agribusiness*, Montclair, NJ: Allenheld, Osmun and Co., 1978, p. 279-451.
- GOLDSMITH, P.D., et H. IDRIS. *The Economic Impact of Illinois' Livestock Industry*, rapport spécial n° 94, College of Agricultural, Consumer, and Environmental Sciences, University of Illinois at Urbana-Champaign, novembre 2001.

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

GOLDSMITH, P.D., A. SALVADOR, D. KNIPE, et E. KENDALL. « Structural Change or Logical Incrementalism? Turbulence in the Global Meat System », *Journal of Chain and Network Science*, vol. 2, n° 2 (2002), p. 101-115.

GOLDSMITH, P.D. et J. KIM. *The Economic Impact of Illinois' Livestock Industry: Supply Chain Linkages*, rapport spécial n° 95, College of Agricultural, Consumer, and Environmental Sciences, University of Illinois at Urbana-Champaign, juillet 2002.

GOLDSMITH, P.D., C. POMAR, Z. TAO, et J. RIVEST. « Social Welfare and the Selection of the Optimum Hog Slaughter Weight », *The Canadian Journal of Agricultural Economics = Revue canadienne d'économie rurale*, vol. 51 (2003), p. 259-279.

GOLDSMITH, P. D., K. GUNJAL, et B. NDARISHIKANYE. « Rural-Urban Migration and Agricultural Productivity: The Case of Senegal », *Agricultural Economics*, vol. 31 (2004), p. 33-45.

GRIFFITH, D. *The Impact of the 1986 IRCA on the U.S. Poultry Industry. A Comparative Analysis*, Mimeo, septembre 1988.

HASSAN, Z., D. HERATH, AND M. TRANT. *Statistique Canada, profil de l'industrie (L'industrie canadienne de la transformation des aliments)*, Statistique Canada, n° 15-515-XWF au catalogue, 2004.

HEFFERNAN, W., M. HENDRICKSON, et R. GRONSKI. *Consolidation in the Food and Agriculture System*, rapport présenté à la National Farmers Union, février 1999. Disponible à l'adresse <http://www.foodcircles.missouri.edu/whstudy.pdf>

HENDRICKSON, M., W.D. HEFFERNAN, P.H. HOWARD, et J.B. HEFFERNAN. *Consolidation in Food Retailing and Dairy: Implications for Farmers and Consumers in a Global Food System*, rapport présenté à la National Farmers Union, janvier 2001. Disponible à l'adresse <http://www.foodcircles.missouri.edu/whstudy2.pdf>

HENDRICKSON, M. et W.D. HEFFERNAN. *Concentration of Agricultural Markets*, Department of Rural Sociology, University of Missouri-Columbia, janvier 2005. Disponible à l'adresse <http://www.foodcircles.missouri.edu/CRJanuary05.pdf>

HUMANN M.J., K.J. DONHAM, M.L. JONES, C. ACHUTAN, et B.J. SMITH. « Occupational noise exposure assessment in intensive swine farrowing systems: dosimetry, octave band, and specific task analysis », *J Agromedicine*, vol. 10, n° 1 (2005), p. 23-37.

*Illinois Livestock Management Facilities Act (LMFA)*, consultée en 2005 à l'adresse <http://www.agr.state.il.us/Environment/LMFA/>

INDUSTRIE CANADA, à l'adresse [http://strategis.ic.gc.ca/canadian\\_industry\\_statistics/cis.nsf/IDF/cis3116wagf.html](http://strategis.ic.gc.ca/canadian_industry_statistics/cis.nsf/IDF/cis3116wagf.html)

KEITH, B. « Au-delà de l'agriculture proprement dite : l'emploi dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans les régions rurales et urbaines du Canada », *Bulletin d'analyse*,

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

*régions rurales et petites villes du Canada*, vol. 4, n° 8 (2003). Disponible à l'adresse <http://www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=21-006-X&CHROPG=1>

Keystone Conference on Agricultural Health and Safety, communication personnelle, Keystone, CO, 2004.

KIRKHORN, S.R., et M.B. SCHENKER. « Current health effects of agricultural work: respiratory disease, cancer, reproductive effects, musculoskeletal injuries, and pesticide-related illnesses », *Journal Agricultural Safety and Health*, vol. 8, n° 2 (2002), p. 199-214.

KLEINER A.M., J.S. RIKOON, et M. SEIPEL. *Pigs, participation, and the democratic process: The impacts of proximity to large-scale swine operations on elements of social capital in Northern Missouri communities*, rapport présenté à la rencontre annuelle de la Rural Sociological Society, Washington, DC, 2000.

LOBAO, L.M. *Locality and Inequality: Farm and Industry Structure and Socioeconomic Conditions*, Albany, NY: State University of New York Press, 1990.

LOHR, L. « Perceptions of Rural Air Quality: What Will the Neighbors Think? », *Journal of Agribusiness*, vol. 14, n° 1, p. 109-128.

MACCANNELL, D. « Industrial Agriculture and Rural Community Degradation » dans Louis E. Swanson, *Agricultural and Community Change in the U.S.: The Congressional Research Reports*, Boulder, CO: Westview Press, 1998.

MCCURDY, S.A. AND D.J. CARROLL. « Agricultural injury », *American Journal of Industrial Medicine*, vol. 38, n° 4 (2000), p. 463-480.

MCMILLAN, M. et M.D. SCHULMAN. « Hogs and citizens: A report from the North Carolina front », dans W. Falk, M.D. Schulman et A. Tickamyer, *Communities of Work Athens*. OH: University Press, 2001.

MONCHUK, D. C., J. A. MIRANOWSKI, D. J. HAYES, AND B. A. BABCOCK. *An Analysis of Regional Economic Growth in the U.S. Midwest*, document de travail 05-WP 392, Center for Agricultural and Rural Development, Iowa State University, Ames, IA, avril 2005. Consulté le 2 octobre 2005 à l'adresse [http://www.econ.iastate.edu/research/webpapers/paper\\_12294.pdf](http://www.econ.iastate.edu/research/webpapers/paper_12294.pdf)

PASSEL, JEFFREY S. *Estimates of the Size and Characteristics of the Undocumented Population*, 2005. Disponible à l'adresse <http://pewhispanic.org/files/reports/44.pdf>

PASSEL, JEFFREY S. *Size and Characteristics of the Unauthorized Migrant Population in the U.S.*, 2006, p. 12. Disponible à l'adresse <http://pewhispanic.org/reports/report.php?ReportID=61>

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

- PEREIRA, F., et P.D. GOLDSMITH. *From Negative Externalities to Industrial Illegitimacy, an Empirical Analysis of the Illinois Livestock Industry*, mai 2005, présenté à la rencontre annuelle de l'Eastern Academy of Management Association, Springfield, MA.
- PEW HISPANIC CENTER. *Unauthorized migrants: numbers and characteristics*. Consulté le 14 juin 2005 à l'adresse <http://pewhispanic.org/files/reports/46.pdf>
- RAUTIAINEN, R.H., et S.J. REYNOLDS. *Agricultural Safety and Health Conference: Using past and present to map future actions*, 2002.
- Ressources humaines et Développement des compétences Canada, site Web :  
<http://www.rhdcc.gc.ca/fr/dgpe/dmt/te/agriculture.shtml>
- REYNOLDS S.J., K.J. DONHAM, P. WHITTEN, J.A. MERCHANT, L.F. BURMEISTER, et W.J. POPENDORF. « Longitudinal evaluation of dose-response relationships for environmental exposures and pulmonary function in swine production workers », *Am J Ind Med*, vol. 29 (1996), p. 33-40.
- RURAL MIGRATION NEWS. *Poultry, Meatpacking Labor*, vol 7, n° 2 (avril 2001),  
[http://migration.ucdavis.edu/rmn/more.php?id=498\\_0\\_2\\_0](http://migration.ucdavis.edu/rmn/more.php?id=498_0_2_0)
- SENTHILSELVAN A., Y. ZHANG, J.A. DOSMAN, E.M. BARBER, L.E. HOLFEDL, S.P. KIRYCHUK, Y. CORMIER, T.S. HURST, et C.S. RHODE. « Positive human health effects of dust suppression with canola oil in swine barns », *American Journal of Respiratory Critical Care Medicine*, vol. 156 (1997), p. 410-417.
- STATISTIQUE CANADA. « Les immigrants au Canada rural : mise à jour », *Le Quotidien*, juin 2004.
- STULL, D.D., M.J. BROADWAY, et D. GRIFFITH. *Any Way You Cut It: Meat Processing and Small-Town America*, Lawrence: University Press of Kansas, 1995.
- THU, K.M. et E.P. DURRENBERGER. *Industrial agricultural development: an anthropological review of Iowa's swine industry*, Twentieth Annual National Association of Rural Mental Health Conference, 1994.
- TYRCHNIEWICZ, E. et H. GREGORY. *Chaîne de valeur de porc au Manitoba*, Agriculture et Agroalimentaire Canada, juin 2003.
- U.S. DEPARTMENT OF AGRICULTURE - ECONOMIC RESEARCH SERVICE (USDA-ERS). *Coverage of Agricultural Workers*, USDA-ERS. Consulté en août 2005 à l'adresse  
<http://www.dol.gov/esa/regs/statutes/owcp/stwclaw/tables-pdf/table3.pdf>
- U.S. CENSUS BUREAU. « Domestic trade », *Statistical Abstract of the United States 2004-2005*, tableau 982. Disponible à l'adresse  
<http://www.census.gov/prod/2004pubs/04statab/domtrade.pdf>

## FUTURE OF ANIMAL AGRICULTURE IN NORTH AMERICA

- VAN KLEEK, R.J. et N.R. BULLEY. *An assessment of separation distance as a tool for reducing farmer/neighbor conflict*, compte rendu du Fifth International Symposium on Agricultural Wastes, American Society of Agricultural Engineers, St. Joseph, MI, 1985.
- VOGELZANG, P.F.J., J.W.J. VAN DER GULDEN, H. FOLGERING, J.J. KOLB, D. HEEDERIK, M.J.M. TIELEN, et C.P. VAN SCHAYCK. « Endotoxin exposure as a major determinant of lung function decline in pig farmers », *American Journal of Respiratory Critical Care Medicine*, vol. 157 (1998), p. 15-18.
- VON ESSEN, S. G. et S.A. MCCURDY. « Health and safety risks in production agriculture », *Western Journal Medicine*, vol. 169, n° 4 (1998), p. 214-220.
- WING S. et S. WOLF. « Intensive livestock operations, health, and quality of life among eastern North Carolina residents », *Environmental Health Perspectives*, vol. 108 (2000), p. 233-238.
- ZHANG, Y. « Sprinkling oil to reduce dust, gases, and odor in swine barns », *Agricultural Engineering Digest*, vol. 42 (1997), p. 1-8.
- ZJEDA J.E. et T.S. HURST. « Respiratory health status in swine producers relates to endotoxin exposure in the presence of low dust levels », *Journal Occupational Medicine*, vol. 36, n° 91 (1994), p. 49-56.

**Tableau 1 : Emplois dans l'industrie américaine de la fabrication de produits alimentaires (de 2002 à 2012)**

**Emplois dans l'industrie américaine de la fabrication de produits alimentaires, 2002**

	Emplois (en milliers)	Variation entre 2002 et 2012 (en %)
Total	1 525	5
Abattage et transformation d'animaux	520	15
Boulangeries et fabrication de tortillas	295	3
Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires	182	-1
Fabrication d'autres aliments	152	2
Fabrication de produits laitiers	137	-9
Fabrication de sucre et de confiseries	83	-3
Mouture de céréales et de graines oléagineuses	62	-1
Fabrication d'aliments pour animaux	52	1
Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	44	-8

Source : U.S. DOL, [www.bls.gov/oco/cg/print/cgs011.htm](http://www.bls.gov/oco/cg/print/cgs011.htm)

**Tableau 2 : Revenu moyen (en dollars), travailleurs de la production, fabrication de produits alimentaires (2002)**

**Revenu moyen (en dollars), travailleurs de la production, fabrication de produits alimentaires, 2002**

	Hebdom.	Horaire
Secteur privé américain	506	14,95
Fabrication de produits alimentaires	497	12,54
Mouture de céréales et de graines oléagineuses	802	18,14
Boissons	684	17,38
Produits laitiers	639	15,83
Sucre et confiseries	597	15,08
Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires	514	12,83
Autres produits alimentaires	503	12,77
Boulangeries et fabrication de tortillas	453	12,30
Abattage et transformation d'animaux	442	10,91
Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	334	9,70

Source : U.S. DOL, [www.bls.gov/oco/cg/print/cgs011.htm](http://www.bls.gov/oco/cg/print/cgs011.htm)

**Tableau 3 : Travailleurs clandestins, agriculture et production animale (en milliers)**

Occupation	Total	Travailleurs clandestins	Part des travailleurs migrants clandestins
Ensemble des travailleurs	148 615	7 255	4,9 %
Travailleurs agricoles	839	247	29,4 %
Boucherie	322	87	27,0 %
Préparation d'aliments	758	128	16,9 %
Cuisiniers	2 218	436	19,7 %

Source : Passel, 2006

**Tableau 4 : Emplois dans le domaine de la transformation de produits alimentaires**

Nombre d'établissements et de travailleurs selon le secteur de l'industrie de la transformation des aliments, Canada, 2001				
Secteurs de l'industrie de la transformation des aliments <sup>1</sup>	Établissements	Travailleurs de la production	Employés de l'administration, de bureau et autres employés hors production	Ensemble de la main-d'œuvre
Fabrication d'aliments pour animaux	562	10 252	2 954	13 206
Mouture de céréales et de graines oléagineuses	177	6 525	1 633	8 158
Fabrication de sucre et de confiseries	189	9 872	1 748	11 620
Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires	372	20 849	3 737	24 586
Fabrication de produits laitiers	434	15 024	5 190	20 214
Fabrication de produits de viande	769	58 680	9 229	67 909
Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	700	31 743	3 096	34 839
Boulangeries et fabrication de tortillas	1 779	30 972	5 108	36 080
Fabrication d'autres aliments	563	16 449	4 683	21 132
<b>Total, industrie de la transformation des aliments</b>	<b>5 545</b>	<b>200 366</b>	<b>37 378</b>	<b>237 744</b>
<b>Total, industrie manufacturière</b>	<b>54 031</b>	<b>1 602 958</b>	<b>373 147</b>	<b>1 976 105</b>
1. Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, groupes à quatre chiffres de 3111 à 3119.				
Source : Statistique Canada, <i>Enquête annuelle sur les industries manufacturières</i> , CANSIM, tableau 301-0003. Zuhair Hassan, Deepananda Herath, et Michael Trant, <i>Profil de l'industrie (L'industrie canadienne de la transformation des aliments)</i> , n° 15-515-XWF au catalogue.				